



Collectif wotta sitta

Pour l'unité des révolutionnaires

dans la lutte contre l'impérialisme

1993

L'internationalisme est depuis toujours l'élément de base de la conception révolutionnaire de la lutte de classe et de la construction du communisme.

Dans les luttes anti-impérialistes qui se sont enracinées dans les différents pôles de l'affrontement mondial, vit un même fil conducteur qui se développe en trouvant chaque fois des éléments d'originalité, de continuité et de rupture au sein des transformations qualitatives historiquement survenues dans le capitalisme.

Aujourd'hui que les rapports de forces entre prolétariat et bourgeoisie se jouent dans un cadre essentiellement international, "l'internationalisme est une nécessité élémentaire", ainsi que l'ont écrit certains camarades latino-américains au "mouvement anti-FMI".

La mobilisation contre le congrès du Fonds Monétaire International-Banque Mondiale de septembre à Berlin Ouest, est un point d'arrivée et de partance en cette direction, et démontre que la phase qui s'est ouverte il y a 20 ans avec la naissance du mouvement internationaliste contre la guerre du Vietnam n'a pas tari son élan propulsif.

Elle trouve au contraire un nouveau développement dans le débat qui s'est consolidé au cours de ces dernières années en Europe Occidentale (EO) et dans le monde.

Cette nouvelle réalité qui s'est dessinée dans l'affrontement de classe, qui trouve ses éléments de force dans les expériences des guérillas et des fronts révolutionnaires, est une étape significative dans la construction d'une stratégie révolutionnaire internationale contre le système impérialiste dans son ensemble au niveau continental européen, méditerranéen et mondial.

C'est en cette direction que se situe le choix politique et opérationnel des organisations Rote Armée Fraktion (R.A.F.) et Brigade Rosse-Partito Comunista Combattente (B.R.-P.C.C.) dans le cadre d'une stratégie commune contre l'impérialisme à l'intérieur de l'échéance contre le FMI/-BM.

Telle est l'indication politique qui ressort avec clarté de l'attaque contre le sous-secrétaire aux Finances allemand Hans Tietmeyer.

Par ce choix, les deux organisations guérilleras entendent concrétiser "le saut nécessaire à une

politique de front" en E.O., en dialectique avec les secteurs les plus avancés du mouvement révolutionnaire qui se sont activés dans cette mobilisation.

1. L'échéance contre le FMI/BM a mis en évidence certaines données politiques importantes. Cette mobilisation a mis au centre les projets principaux de l'impérialisme -et en particulier les "politiques de développement", ainsi qu'on les dénomme- et les Institutions et déterminations supranationales qui élaborent et mettent en oeuvre les décisions stratégiques, économiques, financières, monétaires, sociales, ... nécessaires pour tenter de gouverner les contradictions croissantes induites par la crise capitaliste.

Cela signifie affronter le caractère distinctif de l'impérialisme contemporain, son renforcement comme système supranational au niveau mondial, un système unitaire qui parcourt l'entière formation sociale métropolitaine du centre à la périphérie, en reproduisant dans chaque aire du monde la tendance historique intrinsèque du capitalisme, le développement et le sous-développement en une unité inséparable.

Un système qui, depuis 20 ans désormais, est à la recherche d'une organisation et d'une stabilisation suite à l'approfondissement de la crise mondiale du capital et de la crise du système d'hégémonie US lui-même.

Ce processus de réorganisation et réordonnement, d'autre part ne trouve pas -et ne peut trouver- de solution stable, pas même à travers le mécanisme renforcé des organismes supranationaux et des sommets périodiques entre les "7 grands" et encore moins dans la saison d'accords stratégiques et d'entente sur les "conflits régionaux" entre U.S.A, et U.R.S.S,

Les politiques du FMI/BM elles aussi sont un produit historique spécifique du mouvement de la crise capitaliste, et sont un aspect évident de la contemporanéité et indivision de crise et développement du capitalisme.

"La grande importance de toutes les crises réside dans le fait qu'elles rendent évident ce qui est dissimulé, renvoient au loin le conventionnel, le superficiel, le secondaire, balayent les refus de la politique et révèlent les ressorts réels de la lutte de classe effectivement en cours." (Lénine).

Au congrès de Berlin Ouest, les ministres et les gouvernants des 7 pays les plus industrialisés, se sont félicités entre eux pour la gestion de leurs économies qui croissent tout bonnement à un rythme plus élevé que celui prévu (4 %), aussi grâce à la coordination des politiques économiques établie lors du sommet de Toronto.

Ainsi que l'a dit le représentant du Trésor US:

"Il me semble juste que de notre débat émerge le désir de maintenir le statu quo.

Nous devons renforcer les politiques de coordination et ne pas perdre de vue d'éventuelles améliorations des mécanismes.

Mais la voie sur laquelle nous nous trouvons est solide et nous a donné satisfaction".

Mais face à cet optimisme capitaliste, il y a le statu quo de l'endettement et de l'appauvrissement des pays des aires dominées.

Les pays du "Tiers-Monde" sont toujours plus pauvres, et pour eux le FMI/BM est proprement une véritable machine d'exploitation et de mort.

C'est un instrument de domination directe parce qu'il organise les bases du système économique de ces pays: à travers lui, le capitalisme extorque de la richesse pour son développement.

Dans la situation qui, à ce stade de l'impérialisme s'est déterminée au niveau mondial, le FMI/BM, plus que de centraliser le rythme des flux financiers en direction des pays en voie de développement, devient toujours plus le flic du système financier au niveau mondial.

En ce sens, les différents degrés d'ingérence du FMI/BM dans l'économie de chaque pays se multiplient et s'articulent.

Un endettement de 1.200 milliards de dollars pour les pays du "Tiers Monde" est assurément une contradiction pour l'économie mondiale, mais c'est surtout une question de survie pour les populations de ces pays.

Au début des années '70 déjà, l'impossibilité de payer les dettes se traduit par la nécessité d'en contracter de nouvelles afin d'en payer au moins les intérêts: 75 % des nouveaux prêts étaient concédés pour le paiement des intérêts de leurs prédécesseurs.

A Berlin, aucune solution de révision des politiques de prêt n'a été adoptée, et encore moins une réduction de la dette cumulée, tandis qu'a été reconfirmée la ligne hégémonique américaine du "Plan Baker", c'est-à-dire une approche au cas par cas, pays par pays, sur la base des intérêts des Etats impérialistes occidentaux les plus forts et de la politique impitoyable des multinationales.

Les politiques du FMI/BM, bien loin d'inverser le flux de capitaux du Sud vers le Nord -flux qui est aussi à la base de la restructuration et du développement du système productif dans le centre impérialiste-, ne fait que favoriser le processus d'accumulation et de concentration capitaliste.

Dans les faits, le transfert net de capitaux de ces pays vers le Nord entre 1984 et aujourd'hui, tournera autour de 87 milliards de dollars.

La "crise de la dette" a fait comprendre à tout le monde le mécanisme de domination et de dépendance à travers lequel est étranglée la majorité des populations du monde. Les politiques du FMI/BM ont agi dans l'intérêt exclusif des pays industrialisés, en intensifiant la dynamique de développement inégal à la base de la dégradation des conditions de vie des aires dominées.

Ces deux institutions supranationales se révèlent toujours plus être deux organismes d'exploitation au service des U.S.A. et du "Groupe des 7".

Il est avéré que plus de 60 % des dettes que doivent payer aujourd'hui les "pays sous-développés" n'a pas été utilisé en faveur de la croissance économique des-dits pays, mais a constitué une riche source de profits pour les pays industrialisés.

S'ajoutent à cela les effets tragiques des stratégies d'"austérité et ré-assainissement" imposées aux pays les plus endettés.

Le FMI a établi en ces aires une politique visant à augmenter les ressources destinées au paiement

des dettes, à travers la réduction des consommations internes et l'augmentation des exportations des matières premières et des productions agricoles, au détriment de cette partie de la population qui est extérieure au marché, devenue désormais un surplus pour l'économie mondiale.

Un exemple de ce pesant mécanisme d'anéantissement nous est fourni par les évaluations faites par les experts de 23 pays réunis à Cartagène (Colombie) début septembre 88. En Amérique Latine, de 1980 à '85 -c'est-à-dire en cinq ans seulement- le nombre des pauvres a crû de 25 %.

Payer 410 milliards de dollars, auxquels il faut ajouter leurs considérables Intérêts, a signifié une chute de revenu de l'ordre de 14 % pour chaque habitant entre 1980 et '86, la chute réelle des salaires, l'augmentation du chômage et la réduction des dépenses publiques.

Plus de 60 millions de personnes vivent en des conditions de "misère absolue".

Cette politique d'exploitation à l'égard des peuples des aires dominées trouve des confirmations explicites dans les plans d'"aides au développement" adoptés par les pays européens à l'égard du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (au sujet desquels on nous chante l'air du "nouveau Plan Marshall" multiplicateur de profits), de l'Amérique Centrale et du Sud, et dans la construction du système productif décentralisé dans le Sud-Est Asiatique, où les usines des multinationales peuvent pousser au maximum l'exploitation de la main-d'oeuvre.

Mais le rôle du FMI/BM s'étend à la totalité du monde capitaliste, y compris dans le centre: sa fonction est de déterminer l'hégémonie des capitaux les plus forts sur les pays les plus faibles, en exerçant un contrôle général sur l'état de santé" de chaque pays.

En E.O. même par exemple, si auparavant et selon les estimations de la CEE il y avait 24 millions de "pauvres", aujourd'hui ils sont bien 62 millions, et aux aires de grand développement dans les productions à haute technologie s'opposent les "régions industrielles en déclin" et de sous-développement chronique.

Quoi qu'il en soit, il est clair que ce pesant mécanisme agit de manière totalement différente dans les pays dominants.

Le problème de la dette dans le centre impérialiste -les Etats-Unis par exemple sont le pays le plus endetté du monde- assume une importance relative par le fait même que le FMI/BM est un organisme au service de leurs intérêts surtout.

Dans ce congrès du FMI/BM qui a été une des assises les plus importantes de la bourgeoisie impérialiste depuis la 2ème Guerre Mondiale, ce qui saute aux yeux à plus de 40 années de la redéfinition du monde en sphères d'influence, c'est que le système impérialiste met toujours moins de ressources à la disposition de la plus grande partie de l'humanité.

La politique impérialiste tend à reproduire inexorablement le processus de développement/sous-développement dans toutes les aires du monde, du centre à la périphérie, et le renforcement du système impérialiste mondial ne fait qu'aggraver cette tendance.

En ce sens la loi de l'accumulation capitaliste de Marx trouve sa ponctuelle vérification à l'intérieur de développement du capitalisme y compris dans son actuel développement métropolitain:

"Cette loi détermine une accumulation de misère proportionnelle à l'accumulation de capital.

L'accumulation de richesse à l'un des pôles est dans le même temps accumulation de misère, tourment de travail, esclavage, ignorance, brutalité et dégradation morale au pôle opposé, à savoir la partie de la classe qui produit son produit propre comme capital".(K. Marx)

2. Si d'un côté la mobilisation anti-FMI/BM focalise le rapport centre-périphérie et le rôle que recouvrent en leur sein les différents organismes supranationaux de l'impérialisme, de l'autre côté elle trouve son point de force dans l'individuation et la compréhension du rôle spécifique de l'E.O. dans le système impérialiste.

Cette mobilisation est conçue comme initiative de lutte et communication à dimension continentale européenne et mondiale contre les stratégies et les projets supranationaux à travers lesquels l'impérialisme organise et impose l'exploitation du prolétariat dans le centre et dans la périphérie.

A l'intérieur de cette échéance, l'attaque à la formation du "bloc euro-occidental" est devenue un élément central.

Ce processus capitaliste est le développement d'une "contre-tendance qui vise à la relance de l'accumulation, qui tend à réaliser une réduction des coûts sur une échelle européenne" (déclaration des prisonniers de la guérilla au procès de Stammheim, 1988).

L'intégration capitaliste en E0 se base sur les processus de concentration/centralisation des capitaux, sur la restructuration et définition du système productif autour des grands projets de la haute technologie (ESPRIT, EUREKA, etc.) et sur l'intégration et coordination des appareils militaires.

Intégration qui vise à construire la base économique et sociale afin d'assurer aux capitaux multinationaux européens les conditions et le marché nécessaires pour continuer à se développer et à être compétitifs au niveau mondial.

Le complexe des initiatives d'intégration économique, financière et monétaire autour de l'échéance du "Marché Unique" de 1992 donne concrètement corps à ce projet.

A ce propos, il est bon d'avoir à l'esprit que le "bloc européen occidental" n'est pas une réalité déjà avérée, mais un processus en construction en lequel la forte poussée du capital international, qui se meut désormais dans une dimension européenne et mondiale, doit faire les comptes tant avec la conflictualité des stratégies de production et de marché des différents capitaux, qu'avec les intérêts particuliers et les politiques divergentes des divers Etats européens.

Cette dynamique, quoi qu'il en soit, conduit aujourd'hui déjà à des mutations significatives dans le positionnement des Etats européens à l'intérieur du marché capitaliste et du système de domination impérialiste.

Dans ce contexte l'état de permanence de la crise d'hégémonie US, du fait de l'impossibilité pour ce pays de soutenir seul les coûts croissants de la crise capitaliste internationale -étant donnée son actuelle complexité et sa profondeur-, fait assumer un rôle spécifique et un poids politique global plus importants à l'E.O. et au Japon.

Les Etats européens les plus forts (R.F.A., France, Grande-Bretagne, Italie) n'ont plus seulement le

devoir de se positionner au côté de stratégies de l'administration américaine au niveau mondial, ils engagent aujourd'hui directement leur force économique, politique et militaire comme partie intégrante du système de pouvoir de l'impérialisme occidental.

Cette redéfinition de l'ordre capitaliste en E.O. se traduit sur le champ par une augmentation de l'exploitation et du chômage, par une dégradation générale des conditions de vie du prolétariat, en substance par une Intensification de l'aliénation dans la métropole. Un processus qui se matérialise y compris vers l'extérieur en se projetant de manière constante dans les différentes aires du monde, aussi bien comme rôle de la CEE dans les principales régions de crise, que comme Intervention ciblée des Etats européens Isolément.

Le poids croissant de l'intervention des Etats et des capitaux multinationaux Italien et français au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, anglais dans toute l'Afrique, allemand en Afrique Australe, Amérique Latine, Sud-Est Asiatique, est la preuve la plus évidente de cette dynamique.

Encore plus évident en ce sens est le rôle de la "Convention de Lomé", entre la CEE et les pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, dans laquelle les plans d'"aides au développement" financés directement par le Fonds Européen de Développement (F.E.D.) et la Banque Européenne d'Investissement (B.E.I.) permettent toujours plus à la Communauté d'Intervenir dans les processus de réajustement structurel des économies des pays bénéficiaires".

Ces politiques se meuvent dans la même direction que celle du FMI/BM en recherchant constamment une plus grande coordination entre elles.

En définitive, nous pouvons dire que les programmes économiques "conclus" entre le pays qui accède au crédit, les organismes financiers et monétaires supranationaux (FMI/BM, FED, BEI, etc.) et le grand capital financier privé, sont tout bonnement la planification des lignes de pénétration possibles du capital impérialiste dans les aires dominées.

Mais ce mécanisme se reproduit aussi à l'égard de certains pays de l'Europe, sur la base du principe de la division des quotas à l'intérieur du FMI par rapport au pouvoir de chacun des 7 pays les plus industrialisés.

L'Italie, lors de la dernière réunion, a accru son pouvoir dans le comité exécutif du FMI en assumant la tâche de représenter outre les intérêts de la Grèce, du Portugal et de Malte, ceux aussi de la Pologne (un des pays où la pénétration de la FIAT est la plus forte!).

Et, précisément pour rendre plus efficiente cette stratégie de profit, les grands banquiers, les dirigeants des grandes multinationales, les super-technocrates des Etats et des organismes supranationaux se sont rendus en masse au Congrès de Berlin Ouest.

Les porcs impérialistes assis au grand banquet du FMI/BM étaient bien 14.000!

C'est contre ces hommes, ces projets et appareils qui tendent à renforcer ce qu'on appelle la "politique de développement" du capitalisme sur le dos du prolétariat du centre et de la périphérie, que s'est dirigée la mobilisation lors de cette échéance en établissant une connexion stratégique entre les luttes dans le "centre euro-occidental" et celles dans le "Tricontinent" (Asie, Afrique, Amérique Latine).

3. Du point de vue de la classe, la mobilisation qui s'est développée autour de cette échéance du Congrès de Berlin Ouest est partie de cette ample dimension de débat qui s'est ouverte depuis longtemps dans le mouvement révolutionnaire au niveau International.

Du Congrès de Francfort de 1986, aux "Journées Anti-impérialistes" de Barcelone de 1987, dans lesquels les "processus de coordination de la lutte commune contre l'impérialisme" étaient placés au premier plan.

Ce qui est mis en exergue, c'est le prolétariat International comme sujet mondial de la révolution et son processus de constitution en classe dans la lutte contre l'impérialisme dans son ensemble.

Cette importante dynamique de lutte est une expression de l'affrontement produit par le développement historique du capitalisme, qui a désormais créé une unique formation sociale étendue au monde entier, où le processus de prolétarianisation -qui revêt des caractères spécifiques dans les différentes aires- constitue la base objective mettent "en relation" les diverses fractions du prolétariat mondial, de l'Europe Occidentale aux Philippines, à la Corée du Sud, du Pérou au Salvador, des Territoires Occupés de Palestine au Liban, jusqu'à l'Afrique Australe!

On peut dire qu'il y a un saut historique qui a internationalisé de manière irréversible le concept de classe: à la fin des années '70, le processus révolutionnaire mondial comme processus unitaire, est devenu d'actualité.

C'est dans la lutte contre l'impérialisme que le prolétariat International se recompose au niveau mondial et se constitue en classe révolutionnaire qui combat pour ses intérêts propres.

"La domination du capital a créée pour cette masse (de travailleurs) une situation commune, des intérêts communs.

Cette masse est déjà une classe à l'égard du capital mais pas encore pour elle-même.

Dans la lutte (...) cette masse se réunit, se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent intérêts de classe".(K. Marx)

La progressive homogénéisation des contradictions de classe dans la formation sociale capitaliste métropolitaine est la base d'où s'échappe la simultanéité des luttes dans les divers pôles révolutionnaires et qui fonde le caractère anti-impérialiste des mouvements et de la guérilla en E.O. comme au Moyen-Orient, en Amérique Latine comme dans le Sud-Est Asiatique.

Y compris aussi dans la mobilisation contre le FMI/BM, cette qualité nouvelle du processus révolutionnaire émerge: le caractère International du sujet et de la lutte, et l'ample dialectique entre luttes prolétariennes et révolutionnaires dans les différentes aires de monde.

La mobilisation a agi comme catalyseur du mouvement de classe, tant dans le long débat préparatoire que durant l'échéance.

Sur le plan continental européen, parce que trouvant aussi dans l'initiative du mouvement allemand son point de force, il a établi un processus de communication ample entre les prolétaires de tous les pays de l'aire.

Sur le plan mondial, parce qu'il est devenu un point de référence de l'Initiative des prolétaires et des révolutionnaires en divers pays des aires dominées, activant un premier moment d'Interaction révolutionnaire.

En Amérique Latine, on a eu une mobilisation significative autour de l'échéance contre le FMI/BM avec des Initiatives en différents pays.

Certains camarades des syndicats boliviens "des paysans et des travailleurs" se sont référés directement au "mouvement anti-FMI/BM" écrivant: "La lutte Internationaliste vit dans la lutte anti-Impérialiste: personne n'a l'illusion que les réformes puissent changer la politique assassine du FMI/BM, personne ne pense sérieusement que la lutte pour la libération soit possible dans un contexte national, personne ne pense sérieusement que la lutte de libération en un cadre national puisse menacer la permanence dans le temps de la politique Impérialiste parce que cette politique est de dimension mondiale".

A 20 ans de la mort de Che Guevara, on assiste à un réveil certain du débat et de l'initiative révolutionnaire dans toutes les aires d'affrontement, réveil qui met précisément au centre les contenus de rupture de l'internationalisme prolétarien: une seule lutte dans les diverses fractions du prolétariat International contre l'impérialisme.

"Il n'y a pas de frontières dans cette lutte à outrance, nous ne pouvons rester Indifférents face à ce qui advient en quelque partie du monde que ce soit; la victoire d'un quelconque pays sur l'impérialisme est une de nos victoires, de la même manière que la défaite d'une quelconque nation est une défaite pour tous.

La pratique de l'internationalisme n'est pas seulement un devoir des peuples qui luttent afin de s'assurer un futur meilleur, mais aussi une nécessité qu'on ne saurait négliger". (Che Guevara, 11ème Séminaire Economique de Solidarité Afro-Asiatique, Alger 1965).

4. La mobilisation contre le FMI/BM ne naît pas du néant. Elle est le résultat d'un long parcours de débat qui s'est développé dans le mouvement révolutionnaire en E.O., à partir des contenus Internationalistes et anti-Impérialistes affirmés par la guérilla dans les deux offensives de 1984 et '86.

Dans ce contexte, durant les deux dernières années, ont été mis en exergue les noeuds fondamentaux de l'affrontement Bourgeoisie Impérialiste/Prolétariat International et de l'organisation révolutionnaire dans la métropole, et la nécessité du dépassement des luttes sectorielles dans leur caractère partiel.

Autour de ce processus s'est déterminée la convergence d'expériences de lutte, y compris très différentes, et se sont créées les conditions pour la prise de conscience de la dimension Internationale de la crise et de l'affrontement, et pour un développement plus mature du rapport entre guérilla et mouvement révolutionnaire au sein du Front Révolutionnaire Anti-Impérialiste.

La consolidation de ce processus d'auto-organisation prolétarienne, même si encore non-homogène et contradictoire, possède une portée politique Indiscutable qui dépasse le continent; elle relance les contenus stratégiques qui étalent à la base du grand mouvement anti-Impérialiste né à la fin des

années '60, en les situant à l'intérieur de l'affrontement actuel.

La donnée la plus importante qui émerge de cette riche dimension de confrontation, lutte et organisation qui s'est affirmée autour de l'échéance, est cette conscience que les fractions les plus avancées de ce mouvement ont mûri à force de lutter contre l'ennemi commun de concert avec le prolétariat du monde entier directement contre la politique du capital et le mécanisme lui-même qui est intrinsèque au mode de production capitaliste.

Cet ample et puissant mouvement de lutte se situe avec clarté sur le terrain de la critique révolutionnaire de l'impérialisme contemporain, en mettant en discussion la substance du rapport social capitaliste et en se mouvant en direction de la construction du pouvoir prolétarien.

L'énorme importance de la contradiction au centre de l'échéance, et la hauteur de l'affrontement qui s'y est ouvert, ont fait en sorte que se mobilisât un très vaste éventail de sujets et d'expériences.

La manifestation des 80.000 à Berlin Ouest démontre l'ampleur de l'affrontement sur ces aspects caractéristiques de la formation économique capitaliste.

Les réformistes, anciens et néo, eux-mêmes ont dû en prendre acte en tentant d'insérer et de propager les contenus de l'Impossible "reconversion démocratique" d'une politique qui ne peut être réformée, avec pour seul résultat de révéler encore plus leur impuissance et subalternité vis-à-vis de l'impérialisme.

Les contenus de rupture et de pouvoir consolidés au cours de ces dernières années de pratiques de la "résistance révolutionnaire" se sont traduits en cette occasion en de précises Initiatives tournées vers le développement de l'unité stratégique avec la guérilla dans le Front.

Tel est le sens des Initiatives programmées et développées contre le FMI/BM, avec les attaques Incendiaires contre les banques, contre les multinationales Siemens, Schering, Adler, avec l'irruption dans les locaux de la "Conférence de Hambourg" et le passage à tabac du directeur exécutif allemand du FMI et le "siège" du D.I.E. (Institut Allemand pour la Politique du Développement)... ainsi que de nombreuses autres Initiatives.

5. Avec l'attaque contre Tietmeyer, la guérilla reconfirme le terrain stratégique d'affrontement ouvert dans les années passées, en se positionnant comme point de référence à l'égard du mouvement de classe pour la relance de l'initiative révolutionnaire dans son complexe.

La lutte du Front Révolutionnaire dans le centre Impérialiste est aujourd'hui conçue en "unité stratégique" avec les luttes dans le "Tricontinent du Sud", pour cela est attaqué un des principaux opérateurs du management de la crise "sur le plan national, européen et International", un délégué au FMI/BM, aux rencontres du "Groupe des 5" et du "Groupe des 7" ...parce qu'au sein de ces mécanismes est décidée, développée et accélérée la politique d'anéantissement "des masses et des peuples du Tiers-Monde".

"La lutte contre les projets concrets de la stratégie Impérialiste doit être conduite avec le but de se situer à leurs mesures, ...d'en bloquer et d'en empêcher le fonctionnement afin de briser réellement la stratégie de l'impérialisme et pour faciliter le processus d'évasion du système".(R.A.F., 1988)

Dans cette Initiative, la guérilla a su tenir compte tant de l'ensemble des conditions Internationales, européennes et nationales qui sont en train de se déterminer dans l'affrontement, que de la nécessité de s'ouvrir à la dialectique avec les différents sujets et les luttes qui ont pris corps autour de l'échéance anti-FMI/BM pour donner le souffle stratégique adéquat à une offensive plus mûre et renforcée des forces révolutionnaires qui se "rencontrent" dans le Front.

La donnée politique qui émerge est une pratique qui situe au premier plan le processus révolutionnaire dans la métropole comme partie du processus de libération et d'émancipation du prolétariat mondial comme Guerre de Longue Durée visant à l'affaiblissement du système Impérialiste.

Un processus révolutionnaire de dimensions mondiales qui construit les conditions pour de spécifiques ruptures en de spécifiques points/aires dans le monde.

Il ne s'agit pas de suivre une conception erronée de révolution mondiale comme explosion simultanée et unique dans la totalité du monde, mais bien de placer au centre les buts universels du processus d'émancipation prolétarienne et les passages concrets qui se meuvent en sa direction à l'intérieur de l'affrontement entre bourgeoisie Impérialiste et prolétariat international dans les différentes aires.

L'affrontement entre impérialisme et révolution en E.O, a assumé au cours des dernières années une dimension plus vaste et féroce du fait de l'accélération du processus d'intégration des capitaux et des politiques des Etats européens d'une part, et de l'enracinement de l'initiative révolutionnaire dans le continent entier de l'autre.

La bourgeoisie impérialiste, dans le processus de restructuration et de "développement" capitaliste qui a pris corps à partir du milieu des années '70 -et qui est entré dans le vif au début des années '80- a ensuite regrignoté une grande partie des conquêtes ouvrières et sociales, et surtout a tendu à détruire tout aspect de l'autonomie et autoorganisation prolétariennes: de la FIAT dans les années '80, à RENAULT, à VOLKSWAGEN, des massives suppressions d'emplois dans la sidérurgie à celles dans l'aire des services qui ont traversé l'Europe entière, des pôles industriels de la Ruhr, en Lorraine, en Angleterre, à ceux d'Italie.

Mais surtout, la bourgeoisie a attaqué les contenus de rupture de la pratique révolutionnaire qui s'est affirmée dans le centre impérialiste, cherchant à faire s'effondrer les organisations guérilleras et plus généralement l'expérience révolutionnaire qui, en Europe, s'est située dans la direction de la destruction de l'impérialisme et de la construction de l'organisation révolutionnaire du prolétariat, en mettant en exergue les rapports de pouvoir entre les classes.

En réalité, au cours des années '80, l'affrontement révolutionnaire dans les Etats européens isolément s'est défi ni dans ses caractères fondamentaux en se plaçant sur le terrain des rapports de force entre bourgeoisie et prolétariat au niveau continental.

Un nouveau terrain de développement du processus révolutionnaire s'est ouvert dans la métropole, une perspective unitaire qui trouve dans l'anti-impérialisme son élément principal et qui, au cours des dernières années, s'est caractérisée par une pratique d'attaque des projets et des déterminations supranationaux de l'impérialisme et aux processus de refondation des Etats singuliers.

La guérilla comme axe central du Front, a tendu d'abord à affirmer cette perspective dans le mouvement de lutte et dans la classe, pour développer ensuite un processus d'unité des révolutionnaires et de consciente unification des luttes en les enracinant de manière définitive dans le centre impérialiste.

En ce sens, la campagne de '85-'86 des organisations Action Directe et Rote Armée Fraktion a constitué un indubitable pas en avant de la subjectivité révolutionnaire en Europe dans le cadre de l'attaque contre les projets centraux de l'impérialisme.

Le fil conducteur qui lie les actions Audran-Zimmermann, Brana-Beckurts, Braummuhl et Besse est extrêmement clair:

"Frapper sur la ligne de démarcation et d'affrontement prolétariat International/bourgeoisie Impérialiste (...).

Organiser le Front Révolutionnaire en Europe Occidentale (en partant) des luttes à un niveau politico-militaire avec une orientation stratégique qui mette en discussion le système Impérialiste dans son ensemble et Initie le processus de reconstruction de la classe comme processus Internationaliste". (Action Directe, 1986).

C'est cette projectualité que la bourgeoisie veut défaire, c'est cette capacité des forces révolutionnaires de situer l'affrontement dans les pays européens singuliers au niveau des rapports de force sur le plan continental qui doit être détruite.

Mais la rupture révolutionnaire opérée par la guérilla dans la métropole est un point de non-retour, c'est un processus désormais ouvert et affirmé nonobstant les attaques que la contre-révolution réussit ponctuellement à déclencher.

Elle trouve chaque fois la capacité de se relancer dans les contenus mêmes de l'affrontement entre bourgeoisie et prolétariat qui est allé en se dessinant dans cette aire, et le démontre par la capacité même des guérillas de surmonter les différentes phases critiques qui se sont succédées ces dernières années.

Telle est la clef de lecture qui peut permettre aux communistes de voir plus loin que les périodiques "raclées" que subissent les forces révolutionnaires en E.O.

Aujourd'hui, l'unité des révolutionnaires, l'unification des luttes en une stratégie commune contre l'impérialisme dans le territoire européen, reçoivent une nouvelle poussée avec le choix politique et opératif de la R.A.F. et des B.R.-P.C.C. Cette Indication est extrêmement Importante et pose les conditions pour un avancement par rapport à la phase qui s'est close en 1986.

Le choix stratégique opéré par ces deux organisations historiques a un gros poids politique, parce qu'il met au premier plan les processus unitaires qui peuvent "développer la force politique et pratique" pour consolider la perspective du Front.

"Le saut à une politique de Front est nécessaire (...).

Les différences historiques de parcours et d'implantation politique de chaque organisation ne

doivent pas être un obstacle à la nécessité de travailler et d'unifier les multiples luttes et l'activité anti-impérialiste, dans une attaque consciente et ciblée".(R.A.F./B.R.-P.C.C., 1988).

C'est le signe d'une tendance qui s'est faite toujours plus forte et concrète, et qui aujourd'hui met au premier plan la connexion avec les luttes révolutionnaires dans l'entière aire européo-méditerranéenne et moyen-orientale.

Un processus unitaire ouvert qui construit les passages concrets pour une solide unité et coopération avec les autres forces révolutionnaires qui combattent l'impérialisme en cette aire géopolitique: de la Grèce à l'Irlande, du Portugal à l'Espagne, jusqu'au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord.

En premier lieu avec les organisations révolutionnaires et la lutte du peuple palestinien et libanais.

6. Dans le contexte spécifique de l'affrontement révolutionnaire en Italie, le parcours réalisé durant ces années par les B.R.-P.C.C. constitue une importante contribution au dépassement de la logique défensive et du révisionnisme, qui ont entravé la pratique de la guérilla et de l'expérience révolutionnaire italienne tout entière après la défaite de 1982.

Ce parcours a su replacer l'initiative révolutionnaire sur le terrain stratégique de l'attaque contre les projets et les déterminations centraux de la bourgeoisie impérialiste.

L'action contre Ruffili a mis en exergue la contradiction fondamentale de la refondation de l'Etat à un moment crucial de la redéfinition et de l'intégration des politiques impérialistes au niveau européen.

Aujourd'hui, en plaçant au centre le processus unitaire des guérillas en Europe et dans la Méditerranée à l'intérieur du Front, et en situant l'attaque sur le terrain de la dimension supranationale des politiques et des projets de l'impérialisme, cette organisation fait vivre un niveau de projectualité plus élevé et global.

L'attaque de la contre-révolution à l'égard des forces révolutionnaires durant ces derniers mois en Italie, montre comment la relance de l'initiative guérillera et révolutionnaire plus généralement en ce pays, se meut sur un terrain particulièrement difficile et contradictoire, étant donné la dureté de l'affrontement avec lequel elle doit se mesurer, y compris aussi du fait de la politique de destruction de la subjectivité révolutionnaire soutenue par l'Etat depuis le début des années '80 et ensuite (des opérations ciblées des carabinieri au "projet repent", à la "solution politique", ...).

Il existe aujourd'hui de toute évidence un problème de requalification des avant-gardes, de reconstitution des forces révolutionnaires et des instruments politico-organisationnels, et cela ne peut assurément trouver une solution dans une conception linéaire du processus révolutionnaire.

En ce sens, sortir de la défensive ne peut signifier partir de soi et, encore moins, des niveaux imposés par la contre-révolution.

Il est nécessaire au contraire de placer au centre la complexité de l'affrontement de classe de telle manière que Vagir de l'avant-garde soit amené à se déterminer en se reconformant à lui.

Aujourd'hui, il s'agit de relancer et de renforcer la rupture révolutionnaire ouverte par la naissance

de la guérilla métropolitaine en '70, en mettant encore une fois au centre les problèmes fondamentaux de l'"organisation", de la "théorie" et de la "projectualité révolutionnaire dans la métropole" avec une orientation stratégique capable de développer le processus global de construction de l'organisation révolutionnaire du prolétariat dans les conditions qui viennent à se créer à chaque fois dans l'affrontement.

On peut partir de là pour "développer la lutte révolutionnaire dans la métropole européenne.

Parce que c'est de cela qu'il s'agit.

Non pas tant de vaincre tout de suite et de tout conquérir, mais de croître dans une lutte de longue durée". (Collectif Politique Métropolitain, 1970).

La requalification de la subjectivité révolutionnaire se trouve confrontée à la tâche de tracer une ligne stratégique précise capable d'enraciner le processus révolutionnaire par des lignes internes à la classe, en développant une dialectique concrète avec le mouvement révolutionnaire.

"La direction de l'affrontement ne peut se limiter à accumuler simplement les forces qui se placent spontanément sur le terrain révolutionnaire, mais implique une formation de celles-ci en termes qualitatifs en les enrichissant du patrimoine de l'expérience révolutionnaire; une direction qui implique principalement de savoir les placer à l'intérieur des objectifs politiques et du programme poursuivis: une direction qui doit tenir compte de tous les facteurs internes et internationaux qui caractérisent l'affrontement révolutionnaire". (B.R.-P.C.C., 1988).

Le problème est de faire vivre la pratique de la guérilla dans la dialectique possible et nécessaire avec le mouvement révolutionnaire, autour d'une stratégie centrée sur les terrains principaux dans lesquels se déterminent aujourd'hui les rapports de pouvoir entre les classes, et capable en cela d'être une force propulsive et expansive de l'affrontement de classe.

En ce sens le caractère de l'avant-garde est toujours distinct et particulier par rapport à celui du mouvement, pour les tâches politiques qui se posent et pour l'affrontement mortel qui vit avec l'Etat et l'impérialisme.

Le parcours qui a commencé à prendre corps en Europe et en Italie avec l'affirmation d'une stratégie commune des forces guérilleras contre l'impérialisme ouvre une perspective révolutionnaire valide, et constitue une importante contribution à la relance de l'initiative révolutionnaire y compris dans notre pays.

Telle est la donnée politique indiscutable qui s'est affirmée dans la pratique et que la contre-révolution ne peut gommer.

Ce parcours de lutte et d'organisation doit être soutenu et développé par tous les communistes et révolutionnaires au sein d'une confrontation ouverte et responsable en laquelle doivent être mis en exergue les aspects unitaires de la lutte anti-impérialiste et internationaliste.

Une confrontation qui enrichisse et contribue à requalifier la projectualité révolutionnaire en tirant sa substance des expériences diverses, des différents parcours et du débat, qui sont les éléments constituants du mouvement révolutionnaire européen considéré dans sa totalité".

Comme communistes prisonniers, nous ne pouvons que nous situer à l'intérieur de cette puissante dynamique unitaire qui s'est développée à travers les initiatives de la guérilla, en travaillant avec détermination à construire dans cette direction un processus unitaire de lutte y compris entre les prisonniers de la guérilla en E.O.

Tel est le sens que nous conférons à notre identité de communistes en prison, et c'est par ailleurs la manière de construire notre intériorité réelle à l'affrontement en vigueur.

CONSTRUIRE L'UNITE DES REVOLUTIONNAIRES ANTI-IMPERIALISTES EN EUROPE OCCIDENTALE ET DANS L'AIRE MEDITERRANEENNE !

DEVELOPPER LA DIALECTIQUE LA PLUS AMPLE AVEC TOUS LES PROLETAIRES ET REVOLUTIONNAIRES QUI, DANS LE MONDE, COMBATTENT L'IMPERIALISME !

SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN !

1993